

Que dire du rapport économique de 1958? Ce rapport prédisait une récession prolongée. Nous avons pris cet avertissement à cœur. Nous avons élaboré le budget en conséquence, acceptant un déficit comme solution au problème du chômage. C'est parce que nous avons agi de la sorte que les prévisions et le rapport de 1958 se sont révélés plus pessimistes que les événements ne le permettaient. Que la situation ait été bien meilleure que le rapport ne l'annonçait, c'est attribuable non pas à une lacune des prévisions mais à l'énergie des mesures prises par le gouvernement actuel. J'aimerais m'étendre sur ce sujet. Je puis voir le dilemme où se débat l'honorable député. Quand on lui a demandé: est-ce le chômage ou l'inflation qui pose le grave problème de l'heure, il s'est épanché en un flot de paroles mais en refusant de prendre fermement parti d'un côté ou de l'autre. Quand il a été question de rédiger l'amendement, il a fait bien en sorte de ne prendre position ni d'un côté ni de l'autre. Le gouvernement se trouvait aux prises avec un problème très ardu, comme l'honorable député l'a si franchement admis dans l'article publié dans le *Times* de Londres. Il ne s'agissait pas nécessairement de formuler des programmes économiques pour lutter contre le chômage ou l'inflation mais plutôt de mettre en œuvre un ensemble de dispositions adaptées à l'évolution de l'économie qui semblait se profiler dans le lointain.

Le chef de l'opposition accuse le gouvernement de suffisance et de gaspillage. Il a parlé de la crainte du chômage puis de l'inflation, évitant ainsi de prendre position. D'une part il dit: éliminez le chômage, ajoutant par ailleurs: n'ayez pas de déficit, quel qu'en soit le prix, pour atténuer la difficulté. Aux élections de l'an dernier, où était-il? Il a, à maintes reprises, préconisé un déficit. Tout en soutenant que c'était un mode de financement propre à combattre une récession, il a prôné les dépenses onéreuses, des réductions d'impôts atteignant plusieurs centaines de millions, des dégrèvements d'impôts. Oh oui, nous admettons l'existence d'un problème qui ne s'est jamais posé auparavant, alors que le chômage s'accompagne d'une hausse générale des prix. Le problème immédiat était une régression, dont nous avons hérité. Nous avons pris des mesures à cet égard avec énergie et vigueur, et tous les analystes objectifs admettent que nous avons réussi.

Qu'avons-nous fait? Nous avons prévu dans notre budget un déficit et, en même temps, nous avons augmenté les prestations de sécurité sociale. Les députés ont-ils jamais entendu rien de comparable à l'exposé larvoyant présenté aujourd'hui par le chef du parti libéral au sujet de l'augmentation de

\$9 apportée à la pension de vieillesse? Mais eux refusaient de faire quoi que ce soit à ce sujet quand ils en avaient l'occasion. Il a dit que l'augmentation de \$9 accordée aux vieillards a été réduite de \$2 par suite de l'inflation. Je prends ses propres chiffres de 4 p. 100 et je me demande comment il en arrive à ce résultat de \$2. Ce n'est là qu'un autre exemple de l'exagération à laquelle le chef de l'opposition s'est livré aujourd'hui. Nous avons réduit les impôts; nous avons soutenu effectivement la construction d'habitations; nous avons augmenté les projets de travaux publics et les investissements publics. Lorsque la Chambre prendra connaissance de la statistique à cet égard, on verra une fois de plus que cette politique a créé des dizaines de milliers d'emplois.

D'après le rapport de 1958, on comptait que le produit national brut ne changerait presque pas et qu'il augmenterait peut-être de .7 p. 100. De fait, il a augmenté de 2 p. 100.

**L'hon. M. Pearson:** A cause de l'inflation.

**Le très hon. M. Diefenbaker:** A cause de l'inflation? Eh bien je rappellerai à l'honorable député que, l'année précédente et l'autre année auparavant, le produit national brut demeurait inchangé alors que lui et les membres de son parti, de ce côté-ci de la Chambre, se vantaient.

Le rapport économique de 1958 a prédit que le total des salaires des Canadiens diminuerait de 1.1 p. 100 comparativement à 1957. Au lieu de cela, les salaires ont augmenté de 1.6 p. 100, soit d'environ \$300 millions de dollars. Le revenu personnel reçu a augmenté en 1958 de 6.3 p. 100, soit d'environ 1.3 milliard de dollars dont la grande partie, je l'admets, provient de l'augmentation marquée des prestations de sécurité sociale. L'impôt personnel direct a diminué de 7.8 p. 100 au cours de l'année. Quant au revenu en espèces versé à l'agriculture,—il en sera question au long comme il en a été question dans le discours inaugural de l'honorable député de Provencher,—il a augmenté de 8 p. 100 en 1958. Le revenu net des cultivateurs a augmenté de 22.4 p. 100 même si le rapport avait prédit que l'augmentation ne serait que de 3 p. 100. Pourquoi alors les sombres déclarations du chef de l'opposition où la situation de notre pays nous apparaît si sombre? Les dividendes et intérêts, ainsi que le revenu réel net, ont augmenté de 6.5 p. 100 ou, en chiffres ronds, de 200 millions environ. Par ailleurs, d'autres éléments du revenu disponible se sont accrus de 4.5 p. 100.

Le chef de l'opposition a parlé aujourd'hui de M. Muir, de la Banque royale du Canada. Ma foi, si j'ai bien lu le rapport annuel, les bénéfices de la Banque royale pour l'année,